

## MCPHY ENERGY

Société anonyme au capital de 3.355.091,40 euros  
Siège social : 79 Rue Général Mangin, 38100 Grenoble  
502 205 917 R.C.S. Grenoble  
(la « **Société** »)

|  |
|--|
| <p style="text-align: center;"><b>PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS<br/>DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE<br/>DU 24 MAI 2023</b></p> |
|--|

L'an deux mille vingt-trois,  
le vingt-quatre mai,  
à quinze heures trente,

Les actionnaires de McPhy Energy se sont réunis en assemblée générale mixte annuelle au Village CA Sud Rhône-Alpes, Village by CA Grenoble situé 5 Place Nelson Mandela à Grenoble (38100) (l'« **Assemblée** ») sur convocation faite par le Conseil d'administration.

L'avis de réunion a été inséré le 17 avril 2023 dans le « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires – B.A.L.O. », bulletin n°46, annonce n°2300984. L'avis de convocation a été inséré le 3 mai 2023 dans le B.A.L.O., bulletin n°53, annonce n°2301329 puis a été publié dans le journal d'annonces légales « Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné » le 3 mai 2023, annonce n°Z2023JO2974.

Monsieur Luc Poyer, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée (le « **Président** »).

Monsieur Luc Poyer précise que certains administrateurs de la Société assistent à l'Assemblée : en séance, Madame Myriam Maestroni, Madame Laure Michel (représentant la société Bpifrance Investissement) et Monsieur Jean-Marc Lechêne, et, en visio-conférence, Monsieur Pascal Mauberger et Monsieur Samir Karoum (représentant la société Technip Energies).

Les sociétés Audit Eurex, représentée par Guillaume Belin, Associé, et Deloitte & Associés, représentée par Madame Hélène de Bie, Associée, toutes deux commissaires aux comptes, dûment convoquées sont présentes.

Messieurs Alexandre Serpollier, Yann Nierengaten et Rémi Paredes, représentants des instances représentatives du personnel, dûment convoqués sont présents.

Sont également présents, Monsieur Jean-Baptiste Lucas, Directeur Général, Monsieur Alexandre Brunet, Directeur Financier, et Madame Laëtitia Peyrat, Directrice Juridique et Secrétaire du Conseil d'administration.

La société BPI France Investissement, en qualité de société de gestion du FCPI Fonds Ecotechnologies (représentée par Madame Laure Michel) et Madame Myriam Maestroni, soit les deux actionnaires présents à l'Assemblée disposant du plus grand nombre de voix et ayant accepté ces fonctions, ont été appelées comme scrutateurs (les « **Scrutateurs** »).

Madame Laëtitia Peyrat, Directrice Juridique et Secrétaire du Conseil d'administration, est désignée comme Secrétaire (la « **Secrétaire** »).

Le Président constate que le bureau de l'Assemblée est régulièrement constitué.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, fait ressortir que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 13.574.393 actions, sur les 27.862.008 actions ayant le droit de vote, et qu'à ces actions sont attachées 13.772.739 voix.

En conséquence, l'Assemblée réunissant un quorum de 48,72 % des actions ayant le droit de vote, soit plus du cinquième et du quart (soit le quorum requis pour sa partie ordinaire et extraordinaire), est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le bureau de l'Assemblée constate et fait application, conformément à l'article L. 233-14 alinéa 1 du Code de commerce, d'une mesure de privation des droits de vote à l'encontre d'un actionnaire en raison d'une déclaration tardive de franchissement d'un seuil légal.

La Secrétaire dépose sur le bureau de l'Assemblée :

- une copie de l'avis de réunion paru dans le « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires – BALO », bulletin n°46, annonce n°2300984 du 17 avril 2023 ;
- une copie de l'avis de convocation paru dans le « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires – BALO », bulletin n°53, annonce n°2301329 du 3 mai 2023 ;
- une copie de l'avis de convocation paru dans le journal d'annonces légales « *Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné.fr* » du 3 mai 2023, annonce n°Z2023JO2974 ;
- une copie des lettres de convocation adressées aux Commissaires aux comptes ;
- une copie des lettres de convocation adressées aux représentants du Comité Social et Economique ;
- une copie de l'avis de convocation (inclus dans la brochure dite de convocation) adressé aux titulaires d'actions nominatives ;
- la feuille de présence à laquelle sont annexés le détail des pouvoirs des actionnaires représentés et des formulaires de vote à distance ;
- un exemplaire des statuts de la Société ;
- un exemplaire du Document d'enregistrement universel 2022, incluant le Rapport Financier Annuel, déposé le 25 avril 2023 auprès de l'Autorité des marchés financiers (le « **Document d'enregistrement universel 2022** ») ;
- les rapports du Conseil d'administration, à savoir le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise, tels que reproduits dans le Document d'enregistrement universel 2022 ainsi que le rapport sur les projets de résolutions proposés par ce dernier à l'Assemblée ;
- les rapports des Commissaires aux comptes, à savoir les rapports généraux sur les comptes annuels de la Société et comptes consolidés du Groupe de l'exercice 2022 ainsi que leur rapport spécial sur les conventions réglementées de ce même exercice ainsi que l'ensemble des rapports sur des opérations de capital objets des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée ;
- les comptes sociaux (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
- les comptes consolidés (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
- le montant global, certifié exact par les commissaires aux comptes, des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées ;
- le texte du projet des résolutions soumises à l'Assemblée ;
- la liste des membres du Conseil d'administration avec mention de leurs noms, prénoms et domiciles, ainsi que, le cas échéant, l'indication des autres sociétés dans lesquelles ces personnes

exercer des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, ainsi que les renseignements requis concernant la personne dont le renouvellement en qualité d'administrateur est proposé à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires, documents et renseignements qu'il énonce, ont été tenus à la disposition des actionnaires pendant le délai et selon les modalités fixés par lesdites dispositions.

Le Président, avec l'assistance de la Secrétaire, précise qu'aucune demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, n'a été formulée par des actionnaires.

Puis, le Président rappelle que l'ordre du jour sur lequel l'Assemblée est appelée à statuer est le suivant :

|                      |
|----------------------|
| <b>ORDRE DU JOUR</b> |
|----------------------|

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022
4. Imputation des pertes antérieures sur le poste « *Primes d'émission* »
5. Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce - Bpifrance
6. Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce - Technip Energies
7. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022
8. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil d'administration de la Société, Monsieur Luc POYER
9. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général de la Société, Monsieur Jean-Baptiste LUCAS
10. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs (hors Président du Conseil d'administration) au titre de l'exercice 2023
11. Fixation du montant annuel global de la rémunération à allouer aux administrateurs (hors Président du Conseil d'administration)
12. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2023
13. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice 2023
14. Renouvellement du mandat de Madame Myriam MAESTRONI en qualité d'administrateur
15. Ratification de l'adresse du siège social de la Société
16. Autorisation et délégation en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions - Fixation des modalités conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

17. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues
18. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription
19. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, sans droit préférentiel de souscription, par offre au public autre que les offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
20. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
21. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L 225-138 du Code de commerce
22. Autorisation à conférer en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de fixer, dans la limite de 10 % du capital, le prix d'émission dans les conditions fixées par l'assemblée générale
23. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription
24. Délégation de compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes ou réserves
25. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société
26. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société
27. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société, ou de sociétés liées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise
28. Fixation du montant global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées

29. Fixation du montant global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées
30. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux

Relevant de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

31. Pouvoirs pour les formalités.

\*\*\*

Le Président, avec l'assistance de la Secrétaire, précise que les différents rapports prévus par la loi, et tels qu'intégrés, le cas échéant, dans le Document d'enregistrement universel 2022, ont été mis à la disposition des actionnaires notamment sur le site internet de la Société et qu'il ne sera, dès lors, pas procéder à la lecture de ces rapports.

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>MARCHE DES AFFAIRES 2022</b> |
|---------------------------------|

Le Président invite ensuite Monsieur Jean-Baptiste Lucas, Directeur Général de la Société, à prendre la parole afin qu'il fasse état de la marche des affaires sur l'année 2022.

Monsieur Jean-Baptiste Lucas indique que l'année 2022 a été notamment marquée par :

- L'accélération de la mise à l'échelle industrielle de la Société, avec notamment :
  - o la mise en service de son nouveau site de production de stations hydrogène à Grenoble, qui portera à terme la capacité de production de la Société à 150 stations par an ;
  - o l'augmentation de la capacité annuelle de production d'électrolyseurs à 300 MW sur le site italien de San Miniato ;
  - o l'éligibilité de la Gigafactory d'électrolyseurs à Belfort à une aide publique, dans le cadre du dispositif européen PIIEC, d'un montant maximal de 114 M€ et le lancement des travaux de construction fin 2022 en vue d'un démarrage en 2024, dans le but d'atteindre à terme une capacité de 1 GW.
- Le retour à une progression soutenue des ventes et une forte hausse des commandes.

Les principaux succès commerciaux au cours de cet exercice ont notamment été les suivants :

- o un contrat avec une filiale d'Eiffage de fourniture d'équipements afin d'avitailier une flotte de bus à hydrogène dans la région de Belfort ;
- o les premières commandes dans le cadre du partenariat stratégique avec Hype ;
- o une commande de référence en Allemagne, dans le domaine de l'industrie avec une coentreprise entre la ville d'Eisenhüttenstadt et ArcelorMittal.

Le Directeur Général passe ensuite la parole à Monsieur Alexandre Brunet, Directeur Financier, pour la présentation des chiffres clés 2022 :

- Le chiffre d'affaires de l'exercice 2022 s'élève à 16,1 M€, en croissance de +22 %, et se répartit entre la fourniture d'électrolyseurs de grande capacité McLyzer et de la gamme Piel pour 68 % et la fourniture de stations pour 32 %.
- Le carnet de commandes (*backlog*), en forte augmentation, s'élève à 30,6 M€ au 31 décembre 2022.

- Le résultat d'exploitation de -38,4 M€ reflète les investissements de croissance poursuivis par le Groupe afin de soutenir sa stratégie de développement et la croissance attendue de son activité. Ceux-ci se sont notamment traduits par la structuration des équipes et une politique active de recrutements, un accroissement des dépenses de Recherche & Développement, ainsi qu'un renforcement des ressources d'ingénierie.
- Le montant de la trésorerie reste solide à 135,5 M€ au 31 décembre 2022.

Le Directeur Financier rend la parole au Président qui demande à la Secrétaire de présenter les résolutions.

### **PRESENTATION DES RESOLUTIONS**

La Secrétaire présente aux actionnaires de façon synthétique le rapport du Conseil d'administration et porte à la connaissance des actionnaires les principales caractéristiques ainsi que l'objet de chacune des résolutions soumises aux votes. A cet égard, il a été porté à l'attention des actionnaires les précisions suivantes quant au rapport susmentionné : (i) une erreur matérielle a été constatée quant à la retranscription qui y été faite du prix minimum des actions susceptibles d'être émises au titre de la 21<sup>ème</sup> résolution. Ce prix doit être déterminé comme indiqué dans le texte de ladite résolution (tel que ci-après) et ainsi la mention "*précédant la période de souscription*" au sein du rapport doit être interprétée conformément à ladite résolution, à savoir "*précédant la fixation du prix de l'émission*" et (ii) la 22<sup>ème</sup> résolution s'entend comme se référant aux émissions sans droit préférentiel de souscription qui relèvent des offres au public objets des résolutions 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup>, comme indiqué dans le texte de ladite résolution (tel que ci-après). Enfin, il est précisé que l'ensemble des éléments présentés en séance se trouvant détaillés dans les documents et informations mis préalablement à la disposition de l'Assemblée, ils ne sont pas reportés au présent procès-verbal.

### **RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Sur invitation du Président, Madame Hélène de Bie, représentant la société Deloitte & Associés et au nom du collège des commissaires aux comptes de la Société, propose, conformément à l'usage, de résumer les termes essentiels des rapports établis au titre de l'Assemblée (tels que rappelés ci-avant) et indique que l'ensemble des rapports ont été tenus à la disposition des actionnaires par la Société et que les rapports relatifs aux comptes et aux conventions réglementées se trouvent dans le Document d'enregistrement universel 2022.

Madame Hélène de Bie poursuit comme suit :

(i) S'agissant des rapports établis sur les comptes annuels et consolidés :

Elle précise que l'objectif fondamental de la mission des commissaires aux comptes est d'obtenir une assurance raisonnable sur la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes afin de confirmer qu'ils ne comportent pas d'anomalies significatives. Elle indique en outre que l'approche de l'audit est définie en fonction de la nature des activités, des typologies de contrats et de l'importance des contributions des filiales dans les comptes consolidés du Groupe et qu'en tant que commissaires aux comptes, ils interviennent, directement ou indirectement, dans les principales zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère (à savoir, France, Allemagne et Italie).

Madame Hélène de Bie mentionne par ailleurs que les travaux ont consisté, outre la vérification par sondages des montants et informations figurant tant dans les comptes annuels que consolidés, à apprécier l'environnement de contrôle interne, les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Les rapports sur les comptes contiennent également une description des points clés de l'audit, c'est-à-dire des points considérés comme les plus importants pour l'audit des comptes de cet exercice, et trois points clés ont ainsi été développés :

- l'activation des frais de recherche et développement ;
- la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge à l'avancement pour les contrats long terme (ce qui inclut l'estimation des pertes à terminaison) ;
- l'évaluation des titres de participation et créances rattachées, uniquement pour ce qui concerne les comptes annuels.

L'audit a été réalisé selon les normes professionnelles applicables en France. Les comptes annuels (préparés selon les principes comptables applicables en France) et les comptes consolidés (préparés selon les normes IFRS) de la Société ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les rapports sur les comptes tiennent compte des vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires, notamment le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, et des engagements, rémunérations et avantages versées aux mandataires sociaux.

(ii) S'agissant du rapport spécial sur les conventions réglementées

Madame Hélène de Bie porte ensuite à l'attention des actionnaires deux nouvelles conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice 2022 :

- la première portant sur une convention de co-développement technologique conclue avec Technip Energies France (Technip Energies NV étant administrateur de la Société) ;
- la seconde portant sur le contrat d'aide publique conclu avec Bpifrance (Bpifrance Investissement étant administrateur de la Société).

Il est également fait mention d'une convention précédemment approuvée dont l'exécution s'est poursuivie sur l'exercice écoulé (assistance avec la société France Energies Nouvelles).

(iii) S'agissant des rapports sur les opérations de capital

Madame Hélène de Bie indique que plusieurs rapports, qui ne comportent pas d'observation particulière, ont été émis en relation avec les opérations sur le capital objets des résolutions à caractère extraordinaire de l'Assemblée et que des rapports complémentaires seront établis, le cas échéant, lors de l'utilisation des autorisations par le Conseil d'administration.

|                               |
|-------------------------------|
| <b>REPONSES AUX QUESTIONS</b> |
|-------------------------------|

À la suite de la présentation des résolutions, le Président donne la parole aux actionnaires présents qui désireraient poser des questions ou présenter des observations en séance. Il est par ailleurs précisé qu'aucune question écrite, au sens de la réglementation, n'a été adressée à la Société préalablement à l'Assemblée.

Les questions posées en séance, et les réponses qui y ont été apportées par la Société, sont résumées comme suit :

- Question n°1. Quelles sont les mesures et actions mises en œuvre par le Groupe eu égard au contexte inflationniste ?

Réponse. Jean-Baptiste Lucas, Directeur Général, avec l'assistance d'Alexandre Brunet, Directeur Financier, indique d'une part, que le Groupe a conclu des accords lui permettant de répercuter à ses clients, en tout ou partie, la hausse des coûts des matières dédiées à un projet et d'autre part, que, de manière générale, le Groupe assure une planification de ses coûts et anticipe une diminution de ceux-ci résultant de son passage à l'échelle industrielle, de sa politique et de ses

actions en termes d'approvisionnement (notamment, la sélection de ses fournisseurs et la planification de ses achats).

- Question 2. *Le Groupe a-t-il connaissance d'une solution nouvelle de stockage de l'hydrogène sous forme solide qui serait en cours de développement par des équipes de chercheurs grenoblois en lien avec le CNRS ?*

Réponse. Le Directeur Général indique ne pas avoir encore une connaissance détaillée de cette solution, tout en soulignant le fait que les solutions et développements technologiques en matière d'hydrogène, avec des niveaux de maturité (*Technology Readiness Level*) divers, sont en constante évolution. Il complète en précisant d'une part, que le Groupe a développé et exploite aujourd'hui la technologie par électrolyse alcaline pressurisée, dont le potentiel, notamment pour la décarbonation industrielle, est établi et d'autre part, que le Groupe exerce une veille et une activité constante sur les développements technologiques, au travers notamment de nombreux partenariats avec des universités et centres de recherche et du soutien à des travaux de recherche et thèses en la matière.

- Question 3. *Le Groupe a-t-il des projets dans le domaine de la sidérurgie, et plus spécifiquement concernant l'utilisation de l'hydrogène bas-carbone pour les hauts-fourneaux ?*

Réponse. Le Directeur Général indique qu'en effet la production d'acier sans recours à de l'énergie carbonée est une application possible pour les produits du Groupe et que l'acier, la cimenterie ainsi que la verrerie sont des marchés clés pour le développement de l'hydrogène bas-carbone. Le Groupe a notamment conclu un accord avec une co-entreprise d'Arcelor Mittal en vue de la construction d'une usine pilote d'électrolyse et une station de recharge d'hydrogène en Allemagne.

- Question 4. *Quel est le niveau d'emploi attendu dans le cadre de la Gigafactory de Belfort du Groupe ?*

Réponse. Le Directeur Général indique qu'à terme le nouveau site du Groupe regroupera environ 450 salariés au sein de l'ensemble des fonctions du Groupe (notamment production et opérations, ingénierie et R&D). Il rappelle, par ailleurs, que les effectifs actuels du Groupe s'élèvent à plus de 200 salariés sur ces 3 sites en activités (France, Allemagne et Italie).

- Question 5. *Quel est le climat social au sein du Groupe ? Le Groupe a-t-il mis en place des éléments de rémunération incitatifs ?*

Réponse. Le Directeur Général, avec les représentants du Comité Social et Economique présents à l'Assemblée, indique que (i) le climat social est bon, soulignant le fort engagement des collaborateurs, acteurs clés, dans le développement et la structuration actuelle du Groupe, (ii) le Groupe est particulièrement attentif à l'intégration de ses nouveaux salariés, au suivi de la satisfaction de ses collaborateurs (au travers notamment d'enquête de type « *Voice of Employees* ») ainsi qu'au déploiement de ses valeurs, et (iii) le taux de roulement des salariés (*turnover*) est peu élevé au sein du Groupe et en ligne avec les sociétés du secteur industriel. Enfin, il précise que le Groupe a mis en place des systèmes d'intéressement et de rémunération long terme (via notamment des plans d'actions gratuites) au profit de tout ou partie de ses collaborateurs.

- Question 6. *Quels sont les investissements du Groupe au Brésil ?*

Réponse. Le Directeur Général indique qu'à ce jour le Groupe n'a pas réalisé et n'anticipe pas à court terme la réalisation d'investissements significatifs au Brésil.

\*\*\*



Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

|                             |
|-----------------------------|
| <b>VOTE DES RESOLUTIONS</b> |
|-----------------------------|

Relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

**Première résolution**

**Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes annuels, approuve les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle approuve spécialement le montant global des charges non déductibles visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts s'élevant à 21 370 euros.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.527.252 (98,31 %)      Contre 233.031 (1,69 %)      Abstention 12.456*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

**Deuxième résolution**

**Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes consolidés, approuve les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.527.252 (98,31 %)      Contre 233.031 (1,69 %)      Abstention 12.456*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Troisième résolution**

#### **Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Conseil d'administration et après avoir constaté que les comptes annuels font apparaître une perte comptable d'un montant de (43 254 458,44) euros, décide de l'imputer sur le poste « *Report à nouveau* » qui sera ainsi porté à (64 090 755,23) euros.

Conformément à la loi, l'assemblée générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.740.581 (99,85 %) Contre 20.756 (0,15 %) Abstention 11.402*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Quatrième résolution**

#### **Imputation des pertes antérieures sur le poste « *Primes d'émission* »**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'imputer les pertes antérieures figurant au poste « *Report à nouveau* » pour un montant de (20 386 296,79) euros sur le poste « *Primes d'émission* » qui sera ainsi ramené d'un montant de 191 580 149,34 euros à un montant de 171 193 852,55 euros.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.642.881 (99,15 %) Contre 117.231 (0,85 %) Abstention 12.627*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Cinquième résolution**

#### **Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce - Bpifrance**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve toute convention décrite dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes intéressant Bpifrance Investissement, ainsi que les termes de ce dernier s'y rapportant.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 12.072.821 (99,84 %) Contre 19.610 (0,16 %) Abstention 11.188*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

*Etant noté que les actions et droits de vote de Fonds FCPI Ecotechnologies, représentée par la société de gestion Bpifrance Investissement SAS, actionnaire intéressé ont été exclus*

### **Sixième résolution**

#### **Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce - Technip Energies**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve toute convention décrite dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes intéressant Technip Energies N.V., ainsi que les termes de ce dernier s'y rapportant.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.098.977 (99,83 %) Contre 22.633 (0,17 %) Abstention 12.832*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

*Etant noté que les actions et droits de vote de Technip Energies N.V., actionnaire intéressé ont été exclus*

### **Septième résolution**

#### **Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les informations mentionnées dans l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce relatives à la rémunération totale et aux avantages de toute nature versés au cours, ou attribués au titre, de l'exercice clos le 31 décembre 2022 aux mandataires sociaux, telles que décrites dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.689.441 (99,68 %) Contre 44.008 (0,32 %) Abstention 39.290*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Huitième résolution**

#### **Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil d'administration de la Société, Monsieur Luc POYER**

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ou attribués au titre du même exercice, à Monsieur Luc POYER à raison de son mandat de Président du Conseil d'administration de la Société, tels que décrits dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.672.104 (99,59 %) Contre 56.408 (0,41 %) Abstention 44.227*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Neuvième résolution**

#### **Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice 2022 ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général de la Société, Monsieur Jean-Baptiste LUCAS**

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ou attribués au titre du même exercice, à Monsieur Jean-Baptiste LUCAS à raison de son mandat de Directeur Général de la Société, tels que décrits dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.159.629 (95,86 %) Contre 568.085 (4,14 %) Abstention 45.025*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Dixième résolution**

#### **Approbation de la politique de rémunération des administrateurs (hors Président du Conseil d'administration) au titre de l'exercice 2023**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2023 (hors Président du Conseil d'administration), telle que présentée dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.673.783 (99,59 %) Contre 56.317 (0,41 %) Abstention 42.639*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Onzième résolution**

#### **Fixation du montant annuel global de la rémunération à allouer aux administrateurs (hors Président du Conseil d'administration)**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, fixe le montant annuel global de la rémunération allouée aux administrateurs au titre de l'exercice 2023 à 218 400 euros.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration aux fins de répartir, en tout ou en partie, et selon les modalités qu'il fixera, cette rémunération entre ses membres.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.672.870 (99,61 %) Contre 53.531 (0,39 %) Abstention 46.338*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Douzième résolution**

#### **Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2023**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2023, telle que présentée dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.673.229 (99,58 %) Contre 57.362 (0,42 %) Abstention 42.148*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Treizième résolution**

#### **Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice 2023**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application des dispositions de l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, la politique de rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice 2023, telle que présentée dans ledit rapport figurant dans le Document d'enregistrement universel 2022 de la Société, section 3.4.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 12.792.716 (93,17 %) Contre 937.765 (6,83 %) Abstention 42.258*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Quatorzième résolution**

#### **Renouvellement du mandat de Madame Myriam MAESTRONI en qualité d'administrateur**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'administrateur de Madame Myriam MAESTRONI arrive à expiration lors de la présente assemblée, décide de renouveler son mandat à compter de ce jour et pour une durée de trois ans, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 10.526.435 (76,65 %) Contre 3.206.998 (23,35 %) Abstention 39.306*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### **Quinzième résolution**

#### **Ratification de l'adresse du siège social de la Société**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise de la décision du Conseil d'administration en date du 8 juillet 2022, ratifie la correction, et le transfert en résultant, de l'adresse du siège social de la Société au 79 Rue Général Mangin, 38100 Grenoble, en lieu et place du 75 Rue du Général Mangin, 38000 Grenoble, prenant effet à la date de la présente assemblée, soit le 24 mai 2023, et la modification corrélatrice de l'article 4 des statuts de la Société.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.714.748 (99,85 %) Contre 21.104 (0,15 %) Abstention 36.887*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

## Seizième résolution

### **Autorisation et délégation en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions - Fixation des modalités conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-5 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et aux dispositions d'application directe du règlement de la Commission européenne n° 596/2014 du 16 avril 2014 :

- a) autorise le Conseil d'administration à faire acheter par la Société ses propres actions, en vue de :
  - l'animation du marché secondaire ou la liquidité des titres par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
  - l'attribution ou la cession des actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues par la loi notamment dans le cadre des plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions, d'opérations d'actionnariat des salariés ou de tout dispositif de rémunération en actions, dans les conditions prévues par la loi ;
  - l'affectation d'actions à la couverture de titres de créance échangeables en actions de la Société et plus généralement de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société notamment par remboursement, conversion, échange ou présentation d'un bon ;
  - l'annulation des titres par voie de réduction de capital ;
  - la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par la loi ou par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur ;
- b) décide que le nombre de titres à acquérir, en vertu de cette autorisation, ne pourra, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, excéder dix (10) % du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social de la Société qui sera ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée ;
- c) prend acte que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder cinq (5) % de son capital social ;
- d) décide que le prix unitaire d'achat ne pourra excéder 60 euros par action (hors frais, hors commission) et fixe à 10.000.000 euros le montant maximum des fonds pouvant être engagé dans le programme de rachat d'actions ;
- e) décide qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le prix d'achat fixé ci-avant sera ajusté arithmétiquement afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;
- f) décide que les achats, cessions, échanges ou transferts de ces actions pourront être effectués, dans le respect des règles édictées par l'Autorité des Marchés Financiers, sur le marché ou hors marché, à tout moment, sauf en période d'offre publique visant le capital social de la Société, et par tous moyens, en une ou plusieurs fois, et notamment par voie de transfert de bloc de titres, par l'exercice de tout instrument financier ou l'utilisation de produits dérivés ;
- g) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions

légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation ;

- h) fixe à dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, la durée de la présente autorisation, laquelle prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.610.749 (99,10 %) Contre 123.104 (0,90 %) Abstention 38.886*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

Relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

### **Dix-septième résolution**

#### **Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes :

- a) autorise le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les actions de la Société qu'elle détient par suite de la mise en œuvre des programmes de rachats d'actions décidés par la Société, dans la limite de dix (10) % du nombre total d'actions composant le capital social par période de vingt-quatre (24) mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des actions annulées et leur valeur comptable sur tous postes de réserves et de primes disponibles ;
- b) délègue, en conséquence, tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour réaliser toute opération d'annulation d'actions qui pourrait être décidée en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités requises ;
- c) décide que la présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.451.248 (97,93 %) Contre 283.632 (2,07 %) Abstention 37.859*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Dix-huitième résolution**

#### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du



rapport des Commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, statuant en application des dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce et des articles L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour procéder, en une ou plusieurs fois, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société ;
- b) décide que les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titre intermédiaire ;
- c) précise en tant que de besoin que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est expressément exclue de la présente délégation ;
- d) décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société, tel qu'à la date de la présente assemblée), étant précisé :
  - que ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
  - qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  - qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes ou réserves, sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;
- e) décide que le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital ne pourra excéder cent millions d'euros (100 000 000 €) (ou sa contre-valeur en devises), ce montant s'imputant sur le plafond global visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
- f) décide que les actionnaires pourront exercer, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux titres émis en vertu de la présente délégation ;
- g) décide que le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes ;
- h) décide, qu'en cas d'insuffisance des souscriptions, y compris celles des actionnaires, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il détermine, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement, et notamment celles de limiter l'émission au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée, ou d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

- i) prend acte que la présente décision emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneront droit ;
- j) décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacun des titres émis dans le cadre de la présente délégation sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières ;
- k) décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées soit par offre de souscription, soit par attribution d'action gratuite aux titulaires des actions anciennes ;
- l) décide qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondant seront vendus ;
- m) décide que le Conseil d'administration, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - décider et fixer les conditions et modalités de toute émission ;
  - arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre ;
  - déterminer les dates et modalités de la ou des émissions ainsi que la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer, qui pourront notamment revêtir la forme de titres subordonnés ou non (et, le cas échéant leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce) ;
  - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière des titres émis ;
  - suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant des émissions qui seraient décidées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, et/ou prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;
- n) décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- o) fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation de compétence, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet ;

p) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus proche assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.703.350 (99,79 %) Contre 28.781 (0,21 %) Abstention 40.608*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Dix-neuvième résolution**

**Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, sans droit préférentiel de souscription, par offre au public autre que les offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, statuant en application des dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce et notamment des articles L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91, L. 228-92, L. 22-10-51 et L. 22-10-52 du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, par offres au public autres que les offres au public visées au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société ;
- b) décide que les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titre intermédiaire ;
- c) précise en tant que de besoin que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est expressément exclue de la présente délégation ;
- d) décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société, tel qu'à la date de la présente assemblée), étant précisé :
  - que ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
  - qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales, réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  - qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un

coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;

- e) décide que le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital ne pourra excéder cent millions d'euros (100 000 000 €) (ou sa contre-valeur en devises), ce montant s'imputant sur le plafond global visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
- f) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société et/ou à toutes valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation ;
- g) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
- h) décide que le Conseil d'administration, en application de l'article L. 225-133 du Code de commerce, aura la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription à titre irréductible et/ou réductible ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire ;
- i) décide qu'en cas d'insuffisance des souscriptions, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il détermine, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce ou certaines d'entre elles seulement, et notamment celles de limiter l'émission au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- j) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration pour arrêter le prix d'émission des titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation selon les modalités suivantes :
  - le prix d'émission sera fixé conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1°, L. 22-10-52 et R. 22-10-32 du Code de commerce (soit à ce jour, qu'il devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de bourse des trois (3) dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de dix (10) %) ;
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social qui seront émises en vertu de la présente délégation, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;
- k) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - décider et fixer les conditions et modalités de toute émission ;
  - arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre ;
  - déterminer, en cas de délai de priorité, les conditions de souscription des titres émis à titre irréductible et éventuellement à titre réductible ;
  - déterminer les caractéristiques, montant, dates et modalités de la ou des émissions ainsi que la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer, les modalités de leur libération (qui pourra être opérée en espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles ou pour partie en numéraire et pour partie par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission) ;
  - déterminer lorsque les valeurs mobilières émises consisteront ou seront associées à des titres de créance, leur durée déterminée ou non, leur caractère subordonné ou non conformément aux

dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce et leur rémunération ;

- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière des titres émis ;
  - fixer le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières pouvant être créées en vertu des alinéas précédents de sorte que la Société reçoive pour chaque action créée ou attribuée indépendamment de toute rémunération, quelle qu'en soit la forme, intérêt, prime d'émission ou de remboursement notamment, une somme au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission ;
  - suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant des émissions qui seraient décidées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, et/ou prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;
- l) décide que cette délégation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- m) fixe à vingt-six (26) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet ;
- n) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus proche assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.566.243 (69,67 %) Contre 4.165.150 (30,33 %) Abstention 41.346*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### Vingtième résolution

**Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre au public visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est intégralement

libéré, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 22-10-49, L. 22-10-52, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, par une offre au public visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, dont la souscription pourra être libérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société ;
- b) décide que les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titre intermédiaire ;
- c) précise en tant que de besoin que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est expressément exclue de la présente délégation ;
- d) décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal maximum de 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société (tel qu'à la date de la présente assemblée)), étant précisé :
  - que ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
  - qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  - qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes ou réserves, sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;
- e) décide que le montant total des titres de capital susceptibles d'être émis au titre de la présente délégation ne pourra excéder vingt (20) % du capital social par an conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 et de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce ;
- f) décide que le montant nominal maximum des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital ne pourra excéder cent millions d'euros (100 000 000 €) (ou sa contre-valeur en devises), ce montant s'imputant sur le plafond global visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
- g) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription aux actions et autres valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation au profit des personnes visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier ;
- h) prend acte que la présente décision emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneront droit ;
- i) décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente résolution, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée, et/ou répartir librement tout ou

partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix;

- j) décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 2° et de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce, que :
- le prix d'émission des titres de capital qui seront émis en vertu de la présente délégation sera déterminé par le Conseil d'administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-136 1° et R. 22-10-32 du Code de commerce (soit à ce jour, qu'il devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours de bourse des trois (3) dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de dix (10) %) ;
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social qui seront émises en vertu de la présente délégation, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;
- k) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet notamment de :
- décider et fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération des titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation ;
  - déterminer les caractéristiques, montant, dates et modalités de la ou des émissions ainsi que la nature, la forme et les caractéristiques des titres à créer, les modalités de leur libération (qui pourra être opérée en espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles ou pour partie en numéraire et pour partie par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission) ;
  - déterminer lorsque les valeurs mobilières émises consisteront ou seront associées à des titres de créance, leur durée déterminée ou non, leur caractère subordonné ou non conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce et leur rémunération ;
  - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière des titres émis ;
  - fixer le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières pouvant être créées en vertu des alinéas précédents de sorte que la Société reçoive pour chaque action créée ou attribuée indépendamment de toute rémunération, quelle qu'en soit la forme, intérêt, prime d'émission ou de remboursement notamment, une somme au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission ;
  - suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant des émissions qui seraient décidées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des

émissions envisagées, et/ou prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

- l) décide, que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- m) fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation de compétence, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation ayant le même objet ;
- n) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus proche assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.421.481 (68,60 %) Contre 4.312.202 (31,40 %) Abstention 39.056*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Vingt-et-unième résolution**

**Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 225-138 du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour procéder, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société ;
- b) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières pouvant être émises en application de la présente résolution et de réserver les actions et autres valeurs mobilières à émettre en application de la présente résolution à une ou plusieurs des catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :
  - des personnes physiques ou morales (en ce compris des sociétés), trusts ou fonds d'investissement, ou autres véhicules de placement, quelle que soit leur forme, de droit français ou de droit étranger investissant à titre habituel dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et de la *clean-technologie* et/ou dans des sociétés de croissance dites *small caps* ou *mid caps* participant à l'émission pour un montant unitaire d'investissement supérieur à cent mille euros (100.000 €) (prime d'émission incluse) ;
  - des sociétés, institutions ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères et/ou des sociétés industrielles ayant une activité similaire ou complémentaire à celle de la Société pouvant le cas échéant, conclure ou ayant conclu des partenariats ayant pour objet



- (i) le développement de solutions de production, stockage et distribution d'hydrogène et
  - (ii) l'industrialisation de telles solutions ; et
- des prestataires de service d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.
- c) supprime, en faveur desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises en vertu de la présente autorisation ;
  - d) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
  - e) décide que le montant nominal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée, en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société, tel qu'à la date de la présente assemblée), étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;
  - f) décide qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes ou réserves sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;
  - g) décide de fixer à cent millions d'euros (100 000 000 €) (ou sa contre-valeur en devises) le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation, ce montant s'imputant sur le plafond global visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
  - h) décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente résolution, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée, et/ou répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix répondant aux caractéristiques ci-dessus ;
  - i) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration pour arrêter le prix d'émission des titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation selon les modalités suivantes :
    - le prix d'émission des actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximale de dix (10) % ;
    - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social qui seront émises en vertu de la présente délégation, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;
  - j) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

- fixer la liste des bénéficiaires, au sein des catégories de bénéficiaires définies ci-dessus, de chaque émission et le nombre de titres à souscrire par chacun d’eux, en vertu de la présente délégation de compétence ;
  - fixer les caractéristiques, montants de ces émissions et arrêter les prix et les dates de souscription, modalités de chaque émission et conditions de souscription, de libération (qui pourra être opérée en espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles ou pour partie en numéraire et pour partie par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d’émission), et de livraison des titres émis en vertu de la présente délégation de compétence, ainsi que la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres nouveaux porteront jouissance ;
  - déterminer lorsque les valeurs mobilières émises consisteront ou seront associées à des titres de créance, leur durée déterminée ou non, leur caractère subordonné ou non conformément aux dispositions de l’article L. 228-97 du Code de commerce et leur rémunération ;
  - fixer le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de leurs titres ;
  - constater ou faire constater la réalisation de l’augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentations de capital social sur les primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  - d’une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l’émission et la cotation des titres et valeurs mobilières ainsi émis et aux modifications corrélatives des statuts en vertu de la présente délégation ;
- k) décide, que le Conseil d’administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l’assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d’un projet d’offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu’à la fin de la période d’offre ;
- l) décide que la présente délégation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, et prive d’effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.518.844 (69,32 %) Contre 4.213.504 (30,68 %) Abstention 40.391*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### Vingt-deuxième résolution

**Autorisation à conférer en cas d’émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires de fixer, dans la limite de 10 % du capital, le prix d’émission dans les conditions fixées par l’assemblée générale**

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l’article L. 225-136 1° et de l’article L. 22-10-52 du Code de commerce :

- a) autorise le Conseil d’administration, sauf en période d’offre publique, à fixer le prix d’émission des titres qui seraient émis en vertu des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée et dans la limite de dix (10) % du capital social (apprécié à la date d’émission) sur une période de douze (12) mois, dans les conditions suivantes :

- le prix d’émission des actions sera au moins égal à la moyenne des cours pondérée par les volumes des trois (3) dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l’émission éventuellement diminuée d’une décote maximale de dix (10) % ;
  - le prix d’émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d’être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix d’émission défini à l’alinéa précédent ;
- b) précise, en tant que de besoin, que le montant nominal des augmentations de capital décidées au titre de la présente résolution s’imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après, et le cas échéant en cas d’émission de titres de créances, sur le second plafond visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ;
- c) décide que cette autorisation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d’un projet d’offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu’à la fin de la période d’offre ;
- d) fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, et prive d’effet, à compter de ce jour, toute délégation ayant le même objet.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.563.857 (69,50 %) Contre 4.196.148 (30,50 %) Abstention 12.734*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### Vingt-troisième résolution

#### **Délégation de compétence au Conseil d’administration à l’effet d’augmenter le nombre de titres à émettre en cas d’augmentation de capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription**

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l’article L. 225-135-1 du Code de commerce :

- a) autorise le Conseil d’administration à augmenter le nombre de titres à émettre en cas d’augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription, en application des 18<sup>ème</sup> à 21<sup>ème</sup> résolutions visées ci-avant, au même prix que celui retenu pour l’émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l’émission (à ce jour, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription et dans la limite de quinze (15) % de l’émission initiale) ;
- b) décide que le Conseil d’administration ne pourra utiliser la présente délégation pour augmenter le nombre de titres en cas d’augmentation du capital avec maintien du droit préférentiel de souscription que pour servir les demandes de souscription à titre réductible effectuées par les actionnaires et/ou les cessionnaires du droit préférentiel de souscription ;
- c) décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées au titre de la présente résolution s’imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après, et le cas échéant en cas d’émission de titres de créances, sur le second plafond visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ;
- d) décide que cette autorisation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d’un projet d’offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu’à la fin de la période d’offre ;
- e) fixe à vingt-six (26) mois (sauf pour la 21<sup>ème</sup> résolution pour laquelle la présente délégation est valable pour une durée de dix-huit (18) mois), à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation de compétence, et prive d’effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet ;

- f) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.385.219 (68,35 %) Contre 4.344.918 (31,65 %) Abstention 42.602*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Vingt-quatrième résolution**

#### **Délégation de compétence à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes ou réserves**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-130 et L. 22-10-50 du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de tout ou partie des primes ou réserves, dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution gratuite d'actions nouvelles ou par élévation du nominal des actions ou encore par l'emploi conjugué de ces deux procédés ;
- b) décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de ladite délégation est fixé à cent mille euros (100 000 €), étant précisé :
  - qu'à ce montant global s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales, réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  - que ce montant ne pourra excéder le montant des comptes de réserves ou primes disponibles au jour de l'augmentation de capital ;
  - que le montant nominal des augmentations de capital décidées au titre de la présente résolution s'imputera sur le plafond global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après.
- c) décide, conformément aux dispositions des articles L. 225-130 et L. 22-10-50 du code de commerce, qu'en cas d'usage de la présente délégation par le Conseil d'administration, les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres de capital correspondants seront vendus ;
- d) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications

corrélatives des statuts ; et

- d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités requises pour la bonne fin de chaque augmentation de capital ;
- e) décide que cette autorisation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- f) fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation de compétence, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet ;
- g) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.698.495 (99,74 %) Contre 35.247 (0,26 %) Abstention 38.997*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

### Vingt-cinquième résolution

#### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 et de l'article L. 22-10-53 du Code de commerce :

- a) délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables, dans la limite de dix (10) % du capital social (tel qu'au moment de l'émission), étant précisé que les montants des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeront sur les plafonds globaux visés aux 28<sup>ème</sup> et 29<sup>ème</sup> résolutions ci-après ;
- b) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société et/ou à toutes valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation ;
- c) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
- d) prend acte, qu'en application des dispositions de l'article L. 225-147 et de l'article L. 22-10-53 du Code de commerce, le Conseil d'administration statuera au vu du rapport du Commissaire aux apports ;
- e) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet

notamment de :

- décider l'augmentation de capital rémunérant les apports et déterminer les titres à émettre ;
  - fixer les conditions d'émission des titres émis en rémunération des apports ;
  - approuver l'évaluation des apports et le cas échéant, réduire l'évaluation des apports si tous les apporteurs y consentent ;
  - fixer la parité d'échange ainsi que le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
  - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, déterminer les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière des titres émis ;
  - suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital résultant des émissions qui seraient décidées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts ;
  - d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, et/ou prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles ;
- f) décide que cette délégation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- g) fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation de compétence, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet ;
- h) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus proche assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 12.846.411 (93,37 %) Contre 912.859 (6,63 %) Abstention 13.469*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Vingt-sixième résolution**

**Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 22-10-54, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- a) décide de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, la compétence de décider, sauf en période d'offre publique sur les actions

de la Société, l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société, et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital de la Société donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance donnant accès ou susceptibles de donner accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la Société à émettre ou existants, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ordinaires et valeurs mobilières à émettre ;

- b) décide que la présente délégation pourra être mise en œuvre dans le cadre de toute offre publique d'échange (« OPE ») initiée par la Société, en France ou à l'étranger, selon les règles locales, sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ou de toute autre forme d'offre publique conforme à la loi et la réglementation applicables, y compris notamment (sans que cette liste ne soit limitative) toute offre publique d'échange, toute offre alternative d'achat ou d'échange, toute offre unique proposant l'achat ou l'échange des titres visés contre un règlement en titres et en numéraire, toute offre publique d'achat (« OPA ») ou d'échange à titre principal, assortie d'une OPE ou d'une OPA à titre subsidiaire et toute « *reverse merger* » aux Etats-Unis d'Amérique ;
- c) prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires et titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement et/ou à terme, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en vertu de la présente délégation ;
- le plafond du montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat et/ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société, tel qu'à la date de la présente assemblée) ;
  - l'ensemble des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas dépasser un plafond d'un montant en principal de cent millions d'euros (100 000 000 €) (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies) ;
- pour le calcul du plafond fixé au paragraphe (b) ci-avant, la contre-valeur en euros du montant en principal des valeurs mobilières représentatives de créances émises en monnaies étrangères sera appréciée à la date de la décision d'émission ;
- d) décide que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution, et le cas échéant en cas d'émission de titres de créances, sur le second plafond visé à la 29<sup>ème</sup> résolution ;
- e) décide qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes ou réserves, sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération ;
- f) décide de conférer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation, dans le cadre des offres publiques d'échange visées ci-avant, des émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières rémunérant les titres apportés, et notamment pour :
- arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange ;
  - fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en numéraire à verser et déterminer les modalités de l'émission ;

- déterminer les dates, conditions d’émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions ordinaires nouvelles ou, le cas échéant, des valeurs mobilières, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
  - suspendre éventuellement l’exercice des droits attachés aux titres émis ou à émettre en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, procéder, le cas échéant, à tous ajustements afin de prendre en compte l’incidence de l’opération sur le capital de la Société et de fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles applicables ;
  - inscrire au passif du bilan à un compte « prime d’apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d’émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale ;
  - procéder, s’il y a lieu, à l’imputation sur ladite « prime d’apport » de l’ensemble des frais et droits occasionnés par l’opération concernée ;
  - constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation ;
  - procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;
  - procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s’avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ; et
  - généralement faire tout ce qui est utile ou nécessaire pour la bonne fin des émissions.
- g) décide que cette délégation ne pourra être mise en œuvre à compter du dépôt par un tiers d’un projet d’offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu’à la fin de la période d’offre ;
- h) décide de fixer à vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, la durée de la présente délégation.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 9.480.112 (68,89 %) Contre 4.281.873 (31,11 %) Abstention 10.754*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### **Vingt-septième résolution**

**Délégation de compétence au Conseil d’administration à l’effet de décider l’augmentation du capital social au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société, ou de sociétés liées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents à un plan d’épargne entreprise**

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant en application des dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, d’une part et des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, d’autre part,

- a) délègue au Conseil d’administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l’effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l’augmentation du capital social, d’un montant nominal maximal d’un (1) % du capital social de la Société (tel qu’à la date de la présente assemblée), par émission d’actions ou de tout autre titre de capital réservés aux adhérents d’un ou plusieurs plans d’épargne d’entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation de



capital dans les conditions équivalentes), mis en place par la Société ou au sein du groupe constitué par la Société et les sociétés incluses dans le même périmètre de consolidation (ci-après les « **Adhérents à un PEE** ») ;

- b) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription aux titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation aux Adhérents à un PEE ;
- c) décide que le prix de souscription d'une action ou de tout autre titre de capital qui serait émis en vertu de la présente délégation sera déterminé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail ;
- d) décide que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global visé à la 28<sup>ème</sup> résolution ci-après ;
- e) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment fixer les modalités et conditions des émissions qui seraient réalisées en vertu de la présente délégation, constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente délégation, modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire le nécessaire ;
- f) décide de fixer à vingt-six (26) mois, à compter de ce jour, la durée de la présente délégation ;
- g) prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus proche assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation des autorisations accordées au titre de la présente résolution.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.659.039 (99,23 %) Contre 105.738 (0,77 %) Abstention 7.962*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

#### **Vingt-huitième résolution**

##### **Fixation du montant global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide que le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup>, 22<sup>ème</sup>, 23<sup>ème</sup>, 24<sup>ème</sup>, 25<sup>ème</sup>, 26<sup>ème</sup> et 27<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement), ne pourra excéder 671 018 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie (soit vingt (20) % du capital social de la Société, tel qu'à la date de la présente assemblée), étant précisé que s'ajoutera à ce plafond, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.660.696 (99,27 %) Contre 99.987 (0,73 %) Abstention 12.056*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

#### **Vingt-neuvième résolution**

##### **Fixation du montant global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées

générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide que le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu des 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup>, 21<sup>ème</sup>, 22<sup>ème</sup>, 23<sup>ème</sup>, 25<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> résolutions de la présente assemblée (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement), ne pourra excéder cent millions d'euros (100 000 000 €).

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.659.547 (99,28 %) Contre 98.972 (0,72 %) Abstention 14.220*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

### Trentième résolution

#### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 et de l'article L. 22-10-59 du Code de commerce,

- a) autorise le Conseil d'administration, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit (i) des salariés de la Société et des sociétés liées à la Société telles que définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et (ii) des mandataires sociaux de la Société (répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 II et de l'article L. 22-10-59 du Code de commerce) (ci-après les « **Bénéficiaires** ») à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société (ci-après les « **AGA 2023** ») ;
- b) décide que le nombre total des actions pouvant être attribuées en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder 0,5 % du capital social (tel qu'à la date de la présente assemblée), étant précisé :
  - que ce plafond ne tient pas compte du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société en cas d'opération sur le capital de la Société intervenant durant la période d'acquisition visée ci-après ;
  - que le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées aux mandataires sociaux éligibles de la Société (qui répondent aux conditions visées au III de l'article L. 22-10-59 du Code de commerce) en vertu de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 0,15 % du capital social (tel qu'à la date de la présente assemblée), ce plafond s'imputant sur le plafond global mentionné ci-dessus de 0,5 % du capital social ;
  - que l'attribution définitive d'actions aux bénéficiaires susvisés sera soumise à la réalisation de conditions de performance, qui seront déterminées par le conseil d'administration ;
  - qu'il ne peut être attribué d'actions gratuites aux salariés et aux mandataires sociaux détenant chacun plus de dix (10) % du capital social. Par ailleurs, une attribution gratuite d'actions ne peut pas non plus avoir pour effet que les salariés et mandataires sociaux détiennent chacun plus de dix (10) % du capital social.
- c) décide que les actions qui seraient attribuées en application de la présente autorisation seront, au choix du Conseil d'administration, soit des actions nouvelles provenant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves qui seraient prélevées sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission figurant au bilan de la Société et création d'actions nouvelles ordinaires de valeur nominale chacune, soit des actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par elle dans les conditions prévues par la loi ;

- d) fixe la période minimale d'acquisition au terme de laquelle l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive à trois (3) ans, à compter de la date de leur attribution par le Conseil d'administration, et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer, le cas échéant, une période d'acquisition supérieure à celle fixée par la présente autorisation et/ou une période de conservation ;
- e) décide, toutefois, que l'attribution des actions deviendra définitive avant le terme de la période d'acquisition, en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- f) prend acte que durant une potentielle période de conservation, les actions attribuées seront personnelles, insaisissables et inaliénables (sauf en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale) ;
- g) prend acte que les Bénéficiaires auront cependant la qualité d'actionnaire et jouiront de tous les droits attachés aux actions attribuées à compter de l'expiration de la période d'acquisition ;
- h) prend acte que la présente autorisation emporte renonciation des actionnaires, au profit des Bénéficiaires des actions qui seraient émises au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, à leur droit préférentiel de souscription et à la partie des réserves sur laquelle il sera, le cas échéant, procédé à une imputation en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- i) prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation ;
- j) décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites fixées ci-avant, et dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur et les statuts de la Société, et à l'effet notamment de :
  - déterminer l'identité des Bénéficiaires des attributions d'actions gratuites, fixer le nombre d'actions attribuées à chacun d'entre eux ;
  - fixer les conditions et critères d'attribution des AGA 2023, et notamment soumettre l'attribution définitive des AGA 2023 à des conditions de présence et/ou de performance ;
  - fixer pour les mandataires sociaux la quantité d'actions octroyées qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ou lors du renouvellement de leurs fonctions ;
  - procéder, le cas échéant pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en vue de préserver les droits des Bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations sur le capital de la Société ;
  - fixer le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital ;
  - décider la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvellement émises ;
  - décider et constater la ou les augmentations de capital ainsi réalisées ;
  - le cas échéant, prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des Bénéficiaires pendant la durée décidée par le Conseil d'administration ;
  - accomplir tous actes et formalités nécessaires à l'effet, en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles émises, de constater la réalisation des augmentations de capital en découlant et procéder aux modifications statutaires consécutives et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

k) fixe la durée de la présente autorisation à douze (12) mois à compter de la présente assemblée.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.211.001 (95,98 %) Contre 553.328 (4,02 %) Abstention 8.410*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES 2/3 DES VOIX EXPRIMEES**

Relevant de la compétence de l'assemblée générale ordinaire

**Trente-et-unième résolution**

**Pouvoirs pour les formalités**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

**Cette résolution est mise aux voix :**

*Voix : Pour 13.713.009 (99,65 %) Contre 48.739 (0,35 %) Abstention 10.991*

**CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A LA MAJORITE DES VOIX EXPRIMEES**

\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, le Président déclare la séance levée à 16h22.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par les membres du bureau de l'Assemblée.

**LE PRESIDENT :**

*M. Luc Poyer*

| <b>LES SCRUTATEURS :</b>  |                             | <b>LA SECRETAIRE :</b>     |
|---|-----------------------------|----------------------------|
| <i>Mme Laure Michel, représentant<br/>BPI France Investissement, société<br/>de gestion du FCPI Fonds<br/>Ecotechnologies</i> | <i>Mme Myriam Maestroni</i> | <i>Mme Laëtitia Peyrat</i> |